

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des affaires juridiques et de
l'administration locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune de Fricourt
Société Fricourt Environnement Recyclage (FER)

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 12 AVR. 2012

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L514-1, L515-8 et L516-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 février 2009 nommant M. Michel DELPUECH, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2010 portant délégation de signature de M. Christian RIGUET, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié concernant les modalités de constitution des garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011 autorisant la société Fricourt Environnement Recyclage (FER) à procéder à l'extension d'une station de transit de résidus urbains et de déchets industriels ;

Vu le porter à connaissance réalisé par l'exploitant le 6 septembre 2011 en vue d'informer les services de la préfecture des modifications intervenues sur le site (installation de la nouvelle station de dépollution) ;

Vu le donné acte en date du 17 octobre 2011 délivré à la société FER tenant compte des évolutions intervenues sur le site ;

Vu le rapport et les propositions en date du 7 mars 2012 de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection en date du 1^{er} mars 2012 ;

Considérant que l'organisation des stockages constitue un élément important du dispositif de sécurité important vis à vis notamment de la propagation d'un éventuel sinistre et que le non respect des surfaces de stockage pourraient occasionner des effets non étudiés par l'exploitant dans le cadre de son étude de dangers pouvant avoir des conséquences en dehors des limites de l'établissement ;

Considérant qu'il est primordial que l'exploitant s'assure de la dépollution des véhicules pris en charge sur le site avant toute opération de cisailage ;

Considérant que les opérations de recyclage doivent être favorisées par un respect des clauses de l'agrément de démolisseur délivré à l'établissement ;

Considérant que les pièces graisseuses doivent être entreposées dans un lieu couvert et des contenants fermés pour éviter tout écoulement de polluants dans le milieu naturel ;

Considérant la configuration particulière du site exploité par la société Fricourt Environnement Recyclage implantée au bout d'une impasse, sur une route bordée de maisons d'habitations ne pouvant supporter un trafic important ;

Considérant que le non respect des flux annuels de déchets admis sur le site peut occasionner des nuisances supplémentaires vis à vis des riverains proches du site, non étudiées dans le cadre de l'étude d'impact remise par l'exploitant ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

- ARRÊTE -

ARTICLE 1 :

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) est mise en demeure pour son site exploité au 13 rue du 8 mai 1945 "la Vallée Renard" à Fricourt de respecter les dispositions imposées dans les articles 2 à 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2011.

ARTICLE 2 : Respect de l'agrément

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) est mise en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions imposées par les article 1 et 2 de l'annexe III de son arrêté préfectoral d'autorisation.

"(...) Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés."

"Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange."

En particulier, l'exploitant contrôle tous les véhicules pris en charge pour s'assurer de la qualité des opérations de dépollution (à l'exception des véhicules provenant d'autres installations agréées pour la dépollution des VHU).

ARTICLE 3 : Zones de stockage

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) est mise en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions imposées par l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation et du plan joint en annexe au présent arrêté.

En particulier le stockage de DIB ou de bois traités n'est autorisé que sous le hangar couvert et les zones de stockage de ferrailles respectent les zones de stockage prévues à cet effet.

ARTICLE 4 : Conditions de stockage de certains déchets

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) est mise en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions suivantes imposées l'article 1 de l'annexe III de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011: " *Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.*

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc., récupérés.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) ou des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés, dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts."

ARTICLE 5 : Hauteur de stockage et dépôts de boue sur la voie publique

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) est mise en demeure dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions suivantes imposées à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011 :

"la hauteur de stockage des déchets ne devra en aucun cas dépasser 4 m.

(...)

Les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas, par ailleurs, entraîner d'envols, de dépôts de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques.»

En vue du respect de cette disposition, l'exploitant doit en particulier imperméabiliser la zone de stockage des bennes vides située à l'entrée du site ou cesser toute activité sur cette parcelle.

ARTICLE 6 : Flux annuel de déchets transitant sur le site

La société Fricourt Environnement Recyclage (FER) est mise en demeure de respecter sur les prochains exercices les flux annuels imposés par l'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2011:

«(...)Le flux annuel de déchets transitant par le site est inférieur aux données suivantes :

- *Déchets métalliques : 19 500 tonnes*
- *D3E : 1225 t*
- *Déchets non dangereux en dehors des déchets métalliques (bois, papier, carton, plastique...) : 5 950 t*
- *Déchets dangereux : 685 t dont 600t de batteries»*

ARTICLE 7 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions édictées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 8 : Délai et voie de recours

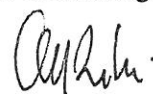
Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le tribunal administratif d'AMIENS dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, conformément aux conditions prévues à l'article L. 514.6 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Fricourt Environnement Recyclage et dont une copie sera adressée au maire de la commune de FRICOURT.

Amiens, le 12 AVR. 2012
Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,



Christian RIGUET

